

FORUM INTERNATIONAL DE MONTRÉAL

LA SOCIÉTÉ CIVILE ET LE G8

Montréal et Ottawa, Canada
21 au 23 mai 2002

(juin 2002)

➤ **CONTEXTE**

À la suite de discussions avec la Ford Foundation vers la fin 2001, le conseil d'administration du Forum international de Montréal (FIM) a accepté de se charger d'un projet visant à faciliter l'établissement d'un dialogue entre la société civile mondiale et le G8. Le FIM est une alliance mondiale d'individus et d'organisations ayant pour but d'accroître l'influence de la société civile internationale sur les Nations unies et le système multilatéral. Conformément à ses statuts, le conseil d'administration est formé en majorité de représentants de pays du Sud.

Avant d'accepter le projet, le conseil du FIM a posé quatre conditions : 1) le FIM ne jouerait pas le rôle de *gardien* de la société civile mondiale; 2) le FIM axerait ses efforts sur la recherche de moyens susceptibles d'améliorer le processus de dialogue entre la société civile et le G8 (reconnaissant le fait que d'autres appareils sont mieux armés pour discuter de la teneur de la rencontre du G8 de cette année); 3) le FIM traiterait exclusivement de sujets à portée internationale touchant la société civile et le G8, sans aborder d'aucune façon ceux qui concernent de manière plus particulière le Canada, hôte du G8 en 2002; 4) le FIM ne désire aucunement que l'ouverture du dialogue avec le G8 soit interprétée comme une légitimation du G8 à titre de mécanisme de gouvernance mondiale.

Chacun s'entend sur le fait que le changement des modèles de consultation entre la société civile et le G8 constitue un processus à long terme.

➤ **PARTICIPANTS**

Le FIM a invité quinze participants du monde entier. L'objectif visé était de réunir une majorité de participants du Sud, tout en essayant d'obtenir le meilleur équilibre possible entre les hommes et les femmes et les diverses régions du globe. Les participants ont été invités à titre personnel et en fonction de leur connaissance et expérience des rapports entre la société civile internationale et les appareils multilatéraux. Malgré les courts délais et le caractère délicat du projet, les personnes invitées ont réagi avec beaucoup d'enthousiasme.

➤ **PRÉPARATIFS**

Il a fallu environ trois mois de négociations entre le FIM et le gouvernement hôte pour en arriver à un modus vivendi. Après discussion, on s'est entendu sur divers éléments, dont la durée de la

rencontre, l'endroit et le moment où elle se déroulerait, le rapport entre le processus et la teneur des discussions, l'accessibilité des sherpas du G8, l'ordre du jour, les résultats souhaités, les conditions implicites des deux parties et les possibilités de suivi.

Il s'agissait en fait d'une entente tripartite : entre le FIM, le gouvernement hôte et la Ford Foundation. On a dû établir des contacts avec certains participants éventuels avant de pouvoir conclure l'entente de manière définitive.

➤ DISCUSSION LORS DE LA RENCONTRE PRÉLIMINAIRE À MONTRÉAL

Les 15 participants de la société civile (voir la liste ci-jointe) se sont rencontrés à Montréal pendant deux jours, les 21 et 22 mai, afin de préparer la rencontre avec les représentants du G8. Les participants et des spécialistes invités ont fait des présentations sur 1) l'historique des dialogues multisectoriels, 2) une vision des coulisses du G8 par un ex-sherpa, et 3) des points de vue africains sur l'expérience du NEPAD, avec un accent particulier sur le rôle joué jusqu'à maintenant par la société civile africaine.

Au cours de la discussion qui a suivi, on a insisté sur le risque éventuel que le G8 profite de ses rencontres avec la société civile pour instaurer un programme à long terme entre les deux parties en vue de renforcer sa propre légitimité.

On a convenu qu'il était impossible de dissocier le processus du contenu et que, même si le processus restait la priorité essentielle, on ne pouvait pas le séparer totalement du contenu des discussions. Dans cet ordre d'idée, chacun a reconnu que le NEPAD témoignait de manière éloquente de la façon dont les déficiences du processus de consultation préalable peuvent compromettre la qualité du contenu. On a donc décidé qu'il fallait aborder l'expérience du NEPAD avec les représentants du G8.

On a convenu que les nombreuses expériences passées en matière de dialogue multisectoriel permettaient de tirer des leçons importantes s'appliquant à tout type de consultation entre la société civile et le G8.

On a aussi convenu qu'il était prématuré d'établir des objectifs à long terme – pour le FIM ou d'autres organisations - avant la fin de la première rencontre.

Chacun a reconnu que les préparatifs en vue de Kananaskis étaient déjà bien avancés et que la participation de la société civile pourrait sans doute se révéler plus viable et plus efficace en fonction de la rencontre de 2003 en France. On a convenu malgré tout qu'il fallait demander que les représentants africains de la société civile soient invités par le G8 ou le gouvernement hôte (ou conjointement par les deux) à rencontrer les cinq chefs d'État africains invités à Kananaskis.

RENCONTRE À OTTAWA

La rencontre d'Ottawa a eu lieu l'après-midi du 23 mai 2002. Le G8 était représenté par le sherpa canadien, hôte du G8 (voir la liste ci-jointe), l'ambassadeur de France au Canada et un collègue, le Haut Commissaire britannique au Canada, de même que deux représentants de l'ambassade du Japon au Canada. C'est madame Betty Plewes, une consultante indépendante, qui a présidé la rencontre.

Après quelques mots d'introduction, les participants de la société civile ont fait trois présentations, chacune suivies d'une discussion d'une demi-heure :

1. **Le déficit démocratique mondial et les engagements de la société civile** : le G8 est perçu comme un club officieux ayant très peu de comptes à rendre. Cela entraîne l'apathie et le cynisme de la population en général et vient creuser encore davantage le fossé qui sépare les structures de gouvernance mondiale des personnes qu'elles gouvernent. Le processus de consultation du G8 est récent et il n'est pas approprié.
2. **Le processus de consultation du NEPAD**: le NEPAD ne jouit pas de l'appui général en Afrique. Ce n'est pas *l'occasion du siècle* et il comporte des lacunes sérieuses : il manque totalement d'analyse sexospécifique, le cadre macroéconomique qui le sous-tend a été remis en question et il est bien possible que sa stratégie de mobilisation des ressources se révèle impossible à appliquer. Il faut ouvrir davantage le processus du NEPAD.
3. **Dialogue futur entre la SC et le G8 – miser sur les expériences passées en matière de dialogue multisectoriel** : il doit s'appuyer sur les principes sous-jacents de saine gouvernance, de transparence et de légitimité. Le G8 ne peut plus continuer à se cacher de ses constituants. On peut faire appel à des trésors d'expérience en matière de dialogue entre la société civile et les appareils multilatéraux. On a présenté ici plusieurs précédents de collaboration entre la société civile, le G7/8 et divers organismes multilatéraux.

On a présenté ensuite une demande précise, soit que l'hôte du G8 facilite une rencontre entre les représentants africains de la société civile et les cinq chefs d'État africains invités à Kananaskis.

➤ RÉSULTATS

L'hôte du G8 n'a pris aucun engagement ferme, estimant qu'il était sans doute plus approprié que les représentants de la société civile et les dirigeants africains fixent eux-mêmes les termes de leur rencontre, sans toutefois rejeter carrément la possibilité que le Canada joue un rôle de facilitateur.

Le sherpa canadien, hôte de la rencontre, a demandé que l'on transmette à son bureau toutes les critiques émises par la société civile africaine sur le NEPAD afin qu'elles servent à éclairer les travaux du G8 en ce qui a trait à son Plan d'action pour l'Afrique.

On a présenté au représentant français une liste des facteurs à considérer dans l'établissement d'un processus de consultation efficace, et il l'a acceptée.

Les deux groupes ont convenu de l'opportunité de procéder à une analyse rétrospective de Kananaskis avec des représentants de la société civile.

Les Français ont exprimé leur intérêt à consulter la société civile en vue du G8 de 2003.

➤ **SUIVI**

Le FIM a écrit au sherpa canadien pour demander que le Canada soutienne de manière officielle l'organisation d'une rencontre entre des représentants de la société civile africaine et les chefs d'État africains invités à Kananaskis. La chose reste à suivre.

Ce rapport fera l'objet d'une large diffusion, plus particulièrement auprès des organisations de la société civile du Canada et du reste du monde qui se préparent en vue du G8 de cette année.

On procédera à une analyse détaillée de l'ensemble du processus.

Le FIM envisagera la possibilité de coordonner avec des membres de la société civile française son action en vue des rencontres du G8 de 2003 en France.

FORUM INTERNATIONAL DE MONTREAL

LA SOCIÉTÉ CIVILE ET LE G8

Montréal et Ottawa, Canada
21 au 23, 2002

➤ PARTICIPANTS

1. M. Taoufik Ben Abdallah, Sénégal
2. M. Roberto Bissio, Uruguay
3. Mme Sylvia Borren, Pays Bas
4. Mme Sonia Correa, Brésil
5. Mme Katy Diop, Sénégal
6. M. Felix Dodds, Royaume Uni
7. M. Jean-Pol Évrard, France
8. Mme Margarita Florez Alonzo, Colombie
9. M. Jim Garrison, États-unis
10. M. Mario Lavoie (secrétariat du FIM), Canada
11. Mme Chantal Lizotte (secrétariat du FIM), Canada
12. M. Nigel Martin, Canada
13. M. Ezra Mbogori, Zimbabwe
14. M. Michael Pearson (personne ressource), Canada
15. M. Mark Ritchie, États-unis
16. M. Isagani Serrano, Philippines
17. M. Gordon Smith (personne ressource), Canada
18. M. Rajesh Tandon, Inde
19. Mme Lynn Muthoni Wanyeki, Kenya

➤ REPRÉSENTANTS DU GOUVERNEMENT (Ottawa, le 23 mai 2002)

1. Monsieur l'Ambassadeur Robert Fowler, Représentant personnel du Premier ministre au Sommet du G8 et pour l'Afrique
2. M. Michael Martin, Directeur, Bureau des politiques du Sommet du G8
3. M. Laurence Blandford, Directeur adjoint, Bureau des politiques du Sommet du G8
4. Sir Andrew Burns, Haut commissaire du Royaume Uni
5. Monsieur l'Ambassadeur Philippe Guelluy, France
6. M. Emmanuel Rousseau, Deuxième conseiller, Ambassade de France
7. M. Horie, Directeur adjoint, Ambassade du Japon

➤ PRÉSIDENT (Ottawa, le 23 mai 2002)

Mme Betty Plewes, Canada